

ARRETE n° 93 - 4566 du - 5 AOUT 1993 AUTORISANT
la SOCIETE C.M.B ALIMENTAIRE à EXPLOITER (REGULARISATION) une USINE
de FABRICATION de BOITES de CONSERVES Z.I de KERSALE à CONCARNEAU

N° 124-93-A Le PREFET du FINISTERE,
CHEVALIER de la LEGION d'HONNEUR,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU le décret du 20 mai 1953, modifié, déterminant la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande présentée le 29 août 1990 par la SOCIETE C.M.B ALIMENTAIRE B.M.A, siège social 143, avenue de la Gare 29187 CONCARNEAU CEDEX, en vue d'être autorisée à exploiter (régularisation) un établissement spécialisé dans le vernissage et l'impression de feuilles de métal pour la fabrication de boîtes de conserves Z.I de Kersalé à CONCARNEAU ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique ouverte du 19 novembre 1990 au 18 décembre 1990 dans la commune de CONCARNEAU ;
- VU le rapport et les conclusions de M. le commissaire-enquêteur en date du 28 décembre 1990 ;
- VU la délibération adoptée par le conseil municipal de CONCARNEAU lors de sa réunion du 14 décembre 1990 ;
- VU les avis respectivement émis par :
 - M. le directeur départemental de l'équipement, le 4 décembre 1990 ;
 - M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le 18 décembre 1990 ;
 - M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le 10 décembre 1990 ;
 - M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le 28 décembre 1990 ;
 - M. le directeur départemental des services de secours et de lutte contre l'incendie, le 7 novembre 1990 ;
 - M. le directeur départemental des affaires maritimes, le 6 décembre 1990 ;
 - M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement le 11 juin 1993 ;
- VU la délibération adoptée par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 1er juillet 1993 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 5 avril 1991 portant sursis à statuer ;
- VU les autres pièces du dossier ;
- VU la lettre en date du 21 juillet 1993 par laquelle la société C.M.B. Alimentaire m'informe qu'elle n'a pas d'observation particulière à formuler sur le projet d'arrêté qui lui a été présenté ;

SUR la PROPOSITION de

M. le secrétaire général de la préfecture du
FINISTERE ;

A R R E T E

ARTICLE 1er

La SOCIETE C.M.B. ALIMENTAIRE B.M.A. dont le siege social est au 143. avenue de la Gare à CONCARNEAU. est autorisée à exploiter en Z.I. de KERSALE, commune de CONCARNEAU. un établissement spécialisé dans le vernissage et l'impression des feuilles de métal utilisées pour le formage des boîtes de conserve et comprenant les installations classées décrites ci-dessous :

RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	A/D
238 1°)	Imprimerie métal. Atelier OFFSET utilisant 2 lignes de rotatives avec séchage thermique, pour une capacité d'application d'encre de 9,5 Kg/heure.	A
405 B 3°)	Application à froid de vernis à base de liquides inflammables de 1ère catégorie. L'application se faisant par des rouleaux sur rotatives. - La quantité présente dans l'atelier étant supérieure à 200 litres.	A
406 1 b)	Cuisson ou séchage de vernis et encre d'impression à base de liquides inflammables de 1ère catégorie dans une enceinte dont la température dépasse 80°C (verniss : 180 à 210°C - encres : 160 à 170°C).	A
3	Atelier de charge d'accumulateurs.	D
153 bis A 2	Installation de combustion au gaz naturel ayant une puissance thermique maximale comprise entre 4 MW et 20 MW.	D
253 B	2 dépôts distincts de liquides inflammables de 1ère catégorie d'une capacité supérieure à 10 m3 et inférieure à 100 m3.	D
355 A	Appareils imprégnés en exploitation et contenant plus de 30 l de polychlorobiphényle (PCB).	D

ARTICLE 2 :

A - PRESCRIPTIONS GENERALES

1 - Les installations seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront appropriées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du PREFET avec tous les éléments d'appréciation.

2 - L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles et analyses soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruit notamment).

En tant que de besoin, les installations seront conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

Les résultats de ces contrôles et analyses - ainsi que ceux obtenus dans le cadre de la procédure d'autosurveillance - seront conservés pendant au moins 3 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

3 - INCIDENT GRAVE - ACCIDENT -

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être immédiatement signalé à l'Inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remettra, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

4 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

4.1) Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation et à la beauté des sites.

4.2) L'installation de combustion sera aménagée et exploitée conformément aux dispositions :

Régime DECLARATION : de l'arrêté du 20 Juin 1975 (J.O. du 31 juillet 1975) relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

L'entretien de l'installation sera réalisé soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage.

4.3) Poussières -

4.3.1) Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

4.3.2) Les émissions de poussières doivent être soit captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émission, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

4.3.3) Toutes précautions seront prises afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement lors du chargement et du déchargement des produits.

4.3.4) Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.

5 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

5.1 - Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel.

Leur évacuation éventuelle, après accident, devra être conforme aux prescriptions de l'instruction du Ministère du Commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux ou incommodes.

Elle devra également répondre aux caractéristiques et concentrations suivantes :

- DCO inférieure à 120 mg/l (norme NFT 90.101) sauf dans le cas où les rejets sont effectués dans un réseau d'assainissement muni d'une station d'épuration :

- Hydrocarbures inférieurs à 20 mg/l (norme NFT 90.203).

En cas d'évacuation intermittente d'eaux résiduaires, le rejet devra également être conforme aux prescriptions de l'instruction ci-dessus.

5.2 - Eaux pluviales -

Les eaux pluviales recueillies à partir de l'établissement seront évacuées dans le réseau public.

En aucun cas, elles ne seront rejetées dans un réseau d'eaux usées collectif.

5.3 - Eaux vannes - eaux usées

Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos et éventuellement des cantines seront collectées puis traitées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

5.4 - Prévention des pollutions accidentelles

1) L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires, notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampons de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprises, etc... pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, y compris du fait d'eaux d'extinction, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel.

2) Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine (notamment, au cours des arrêts annuels d'entretien) devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bac, déchets divers, etc... ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le sol.

3) Tout chargement ou déchargement de matières toxiques, polluantes ou corrosives sera effectué à l'intérieur de l'établissement sur une aire spécialement aménagée à cet effet.

4) Les réservoirs de produits polluants ou dangereux seront construits selon les règles de l'art.

Ils devront porter en caractère très lisible la dénomination de leur contenu.

Ils seront équipés de manière à ce que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toutes dispositions seront prises pour éviter les débordements en cours de remplissage.

Ils seront installés en respectant les règles de compatibilité dans des cuvettes de rétention étanches de capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs ci-après :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs contenus.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

Un plan de l'ensemble des égouts de l'usine, des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'industriel ; les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues.

Un diagramme des circulations et des débits d'eau entrant et sortant de l'installation sera également tenu à jour.

5) Une consigne particulière précisera les mesures à prendre en cas de déversement accidentel de matières toxiques ou polluantes.

6) PREVENTION DU BRUIT

6.1) Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

6.2) Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

6.3) L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.4) Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-joint qui fixe les valeurs des niveaux-limites admissibles (voir 1-3, 3ème alinéa de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 Août 1985).

TYPE DE ZONE	Niveaux-Limites admissibles de bruit en dB (A)		
	jour	Intermédiaire	nuite
Zone à prédominance d'activités industrielles et commerciales.	65	60	55

7) DECHETS

7.1) L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par l'installation dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement, conformément à l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 relatif à l'élimination des déchets.

Les déchets ne pouvant être valorisés seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment. Il tiendra un registre des opérations effectuées.

7.2) Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (par exemple protection contre la pluie, prévention des envols, capacité de rétention étanche aux produits contenus...).

7.3) Tout brûlage à l'air libre est interdit.

8) SECURITE

8.1) Zones de dangers :

L'exploitant définira, sous sa responsabilité, deux types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type I : zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente ;
- une zone de type II : zone à atmosphère explosive, épisodique, de faible fréquence et de faible durée.

8.2) Installations électriques :

Le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NFC 15.100.

Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NFC.13.100 et NFC 13.200.

En outre, les installations électriques utilisées dans les zones I et II seront conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980 - J.O. du 30 avril 1980). Dans ces zones, il n'existera pas d'autres canalisations et appareils électriques que ceux nécessaires à l'alimentation et à la commande du matériel desdites zones.

Elles seront protégées contre les chocs.

Les transformateurs, contacteurs de puissance... seront implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones de dangers.

Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière). Ils seront placés à l'extérieur des zones de dangers sous la surveillance des préposés responsables.

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement - au moins une fois par an - contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

8.3) Electricité statique - Mise à la terre :

En zone de dangers, les mesures suivantes doivent être prises contre les dangers résultant de la formation d'électricité statique :

- a) Tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La résistance des prises de terre sera périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne pourra excéder un an. Les résultats seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

- b) Les matériels constituant les appareils en contact avec les matières, produits explosibles ou inflammables à l'état solide, liquide, gaz ou vapeur, devront être suffisamment conducteurs de l'électricité afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.
- c) Les transmissions seront assurées d'une manière générale par trains d'engrenage ou chaînes convenablement lubrifiées. En cas d'utilisation de courroies, celles-ci devront permettre l'écoulement à la terre des charges électrostatiques formées le produit adhérisant utilisé ayant par ailleurs une conductibilité suffisante.
- d) Les systèmes d'alimentation des récipients, réservoirs doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre. Les opérations de jaugeage par pige métallique doivent se faire au plus tôt deux minutes après l'arrêt du chargement.

8.4) Eclairage

L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre dormant ou à l'intérieur des zones de dangers par lampes électriques à incandescence sous enveloppes protectrices résistantes aux chocs ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fils conducteurs.

8.5) Détection de situation anormale :

Les installations susceptibles de créer un danger particulier par suite d'élévation anormale de température ou de pression, seront équipées de détecteurs appropriés qui déclencheront une alarme au tableau de commande de celles-ci.

Des consignes particulières définiront les mesures à prendre en cas de déclenchement des alarmes.

8.6) Suppression des sources d'inflammation :

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté, même exceptionnellement dans les zones de dangers, que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en dehors des conditions prévues ci-après. Ces interdictions, notamment celle de fumer, seront affichées en caractères très apparents dans les locaux concernés et sur les portes d'accès.

Les centrales de production d'énergie seront extérieures aux zones dangereuses. Elles seront placées dans des locaux spéciaux sans communication directe avec ces zones.

8.7) Permis de feu :

Dans les zones de dangers, tous les travaux de réparation ou d'entretien sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommé désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, ils ne seront réalisés qu'après arrêt complet et vidange des installations de la zone concernée, nettoyage et dégazage des appareils à réparer, vérification préalable de la non explosivité de l'atmosphère.

Des visites de contrôles seront effectuées après toute intervention.

8.8) Outils

L'outil utilisé en zones de dangers sera d'un type non susceptible d'étincelles.

8.9) Chauffage des locaux

Le chauffage éventuel des locaux situés en zones de dangers ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis, dans chaque cas particulier, s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

8.10) Echauffements mécaniques :

Dans les zones de dangers, les organes mécaniques mobiles seront convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement.

L'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

8.11) Limitation des effets d'une explosion éventuelle :

Les locaux classés en zones de dangers ainsi que les enceintes susceptibles d'entraîner un confinement seront conçus de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion.

Ils seront, au besoin, munis d'évents d'explosion de manière à limiter les conséquences d'une éventuelle explosion et munis de moyens de prévention contre la dispersion ou de dispositifs équivalents.

8.12) Stabilité au feu des structures :

La stabilité au feu des structures devra être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles sera limité au strict minimum indispensable.

8.13) Séparation des risques :

La conception générale de l'établissement sera conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

8.14) Limitation des produits dangereux :

On ne conservera dans les zones de dangers que les quantités de matières inflammables ou explosibles strictement nécessaires pour le travail de la journée et (ou) le travail en cours.

En zones de dangers, en dehors des produits nécessaires à la fabrication, l'usage de tout produit ou (et) matériaux combustibles sera limité au strict minimum indispensable.

8.15) Signalement des incidents de fonctionnement :

Les installations seront équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

8.16) Evacuation du personnel :

Les installations devront comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel. Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant, tenus à jour et affichés.

8.17) Moyens de lutte contre l'incendie :

L'exploitant déterminera en liaison avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, les moyens d'intervention (nombre, nature, emplacement) appropriés aux risques encourus. Ces moyens comporteront au minimum :

- Deux poteaux d'incendie normalisé d'un diamètre $\varnothing = 100$ mm susceptible d'un débit de $60 \text{ m}^3/\text{h}$;
- Un réseau de Robinets Incendie Armés d'un diamètre $\varnothing = 40$ mm susceptible de couvrir l'ensemble de l'établissement ;
- Un réseau d'extincteurs ;
- Des exutoires de fumées, doublés de commandes manuelles, en partie haute de l'établissement.

En outre :

- Les extincteurs seront d'un type homologué NF.MIH ;

- Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement ;
- Le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en oeuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices pourront utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers. L'ensemble du personnel participera à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans ;
- Des dispositions seront prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visible. les schémas d'intervention seront revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils seront adressés à l'Inspecteur Départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'Incendie
- Les voies d'accès à l'usine seront maintenues constamment dégagées.

8.18) Consignes d'incendie :

Outre les consignes générales, l'exploitant établira des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci préciseront notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- l'organisation des équipes d'intervention ;
- la fréquence des exercices ;
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens de lutte contre l'incendie ;
- les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre.

8.19) Registre d'incendie :

La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial qui sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

B.) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX
INSTALLATIONS D'APPLICATION ET DE SECHAGE
DES VERNIS ET ENCRE D'IMPRIMERIE

L'activité et les installations d'application et de séchage des encres d'imprimerie et des vernis doivent respecter également les dispositions ci-après :

1 - Prévention des risques d'incendie et d'explosion

1.1 Matériel électrique des zones à risque d'explosion

Les zones de dangers et le matériel électrique sont définies comme à l'article 2, chapitre A. paragraphe 8.

1.2 Aération - ventilation

Les zones de dangers seront largement ventilées de telle sorte que le voisinage ne soit pas incommodé par les émanations.

La ventilation des installations où sont utilisés des solvants sera suffisante pour que la concentration en vapeurs inflammables ne dépasse pas la moitié de la limite inférieure d'explosivité (LIE), sans préjudice des dispositions du Code du Travail.

La mise en marche des installations d'application et de séchage sera assurée à la ventilation. Une temporisation assurera une ventilation suffisante avant le démarrage de l'application et du séchage et après leur arrêt. La montée en température de l'étuve ne pourra se faire qu'après une ventilation suffisante.

L'alimentation en gaz des brûleurs des étuves sera assurée à la ventilation.

Les prises d'air frais seront situées à l'extérieur de toutes zones de danger.

En zones de dangers, les pales des turbines des extracteurs d'air seront anti-étincelles et antistatiques.

1.3 Equipement de détection et de lutte contre l'incendie

Des moyens fixes de détection de flamme seront répartis à proximité des postes de préparation des encres et vernis, et des zones de stockage (encres, vernis, solvants neufs).

Un dispositif d'extincteur automatique sera installé et régulièrement contrôlé dans le local de stockage des encres, vernis et solvants neufs.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont définis à l'article 2, chapitre 4. paragraphe 8.17.

1.4 Conception des bâtiments et accès

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments et dépôts sont accessibles facilement par les services de secours.

Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les locaux à risques d'explosion ou d'incendie seront équipés d'au moins deux issues opposées, selon les règles d'usage (ouverture vers l'extérieur, poignées antistatiques).

1.5 Permis de feu

Voir article 2, chapitre A, paragraphe 8.7.

2. Prévention des pollutions accidentelles

Voir article 2, chapitre A, paragraphe 5.4.

3. Prévention de la pollution de l'air

3.1 Définitions

La détermination de la teneur des gaz émis en composés organiques volatils est effectuée par le dosage des hydrocarbures non méthaniques.

Le prélèvement de l'échantillon s'effectue dans la mesure du possible à l'aide d'une ligne chauffée.

Si l'échantillonnage est réalisé avec une ligne de prélèvement non chauffée, le dosage des hydrocarbures est également effectué sur la partie condensée.

Dans ce cas, la teneur en hydrocarbures des gaz sera la somme des teneurs mesurées dans les parties gazeuses et condensées.

Le volume des gaz émis est exprimé dans les conditions normales de température et de pression (0°C, 1 bar, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur).

3.2 Prescriptions applicables aux rotatives offset avec sécheur pour l'application des encres d'imprimerie

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 20 mg/Nm³ d'hydrocarbures non méthaniques (exprimé en équivalent méthane).

3.3 Prescriptions applicables aux rotatives avec sécheur pour l'application des vernis

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ d'hydrocarbures non méthaniques (exprimé en équivalent méthane).

3.4 Flux

Les normes de rejet des paragraphes 3.2 et 3.3 sont fixées pour les débits d'air extraits suivants :

- ligne 1 : 61 000 m³/heure (encre, vernis),
- ligne 2 : 77 000 m³/heure (encre, vernis,
- ligne 3 : 88 000 m³/heure (verniss,
- ligne 4 : 88 000 m³/heure (verniss).

3.5 Autosurveillance des rejets à l'atmosphère

L'exploitant assurera une autosurveillance des rejets de solvants à l'atmosphère de la façon suivante :

- élaboration d'un bilan hebdomadaire en solvants sur la base des quantités consommées et de la teneur en extrait sec des produits, en distinguant les vernis, les encres, et les produits de nettoyage, ainsi que les solvants récupérés notamment sous forme de déchets.
- contrôle annuel, à la charge de l'exploitant, par un organisme indépendant, des rejets de solvants à l'atmosphère, sur chaque cheminée de rejet, dans les conditions définies au paragraphe 3.1 ci-dessus, et exprimées en mg/Nm³ d'hydrocarbures non méthaniques (en équivalent méthane).

Les débits d'air extraits seront également mesurés.

- transmission à l'Inspection des Installations Classées des résultats des analyses, dès réception. Le rapport d'analyse sera accompagné d'une synthèse des bilans hebdomadaires en solvants.

- surveillance de la température de l'incinération des solvants des vernis. La température sera relevée chaque jour et reportée sur un registre ouvert à cet effet.

4. Consignes d'entretien

Des consignes particulières préciseront les modalités de surveillance, essais, entretien, contrôle des installations de détection de situations dangereuses, de leurs alarmes et des asservissements qu'elles impliquent. L'ensemble des opérations sera consigné sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

C - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS ET ACTIVITES SOUMISES A DECLARATION

Dans la mesure où ils ne font pas obstacle aux prescriptions énoncées ci-dessus, les activités et installations soumises à simple déclaration restent réglementées par les arrêtés-types ci-après :

RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	OBSERVATIONS
3	Atelier de charge d'accumulateurs.	
153 Bis	Installation de combustion au gaz naturel ayant une puissance thermique maximale comprise entre 4 MW et 20 MW. et 60).	
253	2 dépôts distincts de liquides inflammables de 1ère catégorie d'une capacité supérieure à 10 m ³ et inférieure à 100 m ³ .	
355 A	Appareils imprégnés en exploitation et contenant plus de 30 l de polychlorobiphényle (PCB).	Déclaration du 04/08/86.

article 3 la présente autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

article 4 en cas de changement d'exploitant ou de cessation définitive d'activité, déclaration devra être faite à la préfecture (bureau de l'environnement) dans un délai de trente jours.

article 5 l'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers.

article 6 la présente autorisation est accordée au seul titre de la réglementation des installations classées. Elle ne dispense pas l'intéressée de se conformer aux autres réglementations, ni de solliciter et d'obtenir les autorisations éventuellement exigibles.



Elle ne pourra être fait obstacle notamment à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du travail et les textes réglementaires pris en exécution dudit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

article 7 toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée, poursuivie et réprimée, conformément à la réglementation en vigueur.

article 8 la présente décision peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse au terme d'un délai de quatre mois vaut rejet implicite
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, Le recours gracieux n'a pas d'effet sur le recours contentieux

article 9 M. le secrétaire général de la préfecture du FINISTERE, M. le directeur du service de l'environnement, M. le maire de CONCARNEAU et M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié dans les formes habituelles.

QUIMPER, le - 5 AOUT 1993

Le PREFET,

POUR LE PRÉFET :

Le Secrétaire Général, *for*

Signé : Jacques LEBROT

Pour ampliation

LE DIRECTEUR,

A. Dolle

Arnaud DOLLE

DESTINATAIRES :

- M. le DIRECTEUR DEPARTEMENTAL de l'EQUIPEMENT
- M. le DIRECTEUR DEPARTEMENTAL de l'AGRICULTURE et de la FORET
- M. le DIRECTEUR des AFFAIRES SANITAIRES et SOCIALES
- M. le DIRECTEUR DEPARTEMENTAL du TRAVAIL, de l'EMPLOI et de la FORMATION PROFESSIONNELLE
- M. le DIRECTEUR DEPARTEMENTAL des SERVICES de SECOURS et de LUTTE CONTRE L'INCENDIE
- M. le DIRECTEUR REGIONAL de l'INDUSTRIE, de la RECHERCHE et de l'ENVIRONNEMENT QUIMPER
- S/C de M. le DIRECTEUR REGIONAL de l'INDUSTRIE, de la RECHERCHE et de l'ENVIRONNEMENT RENNES
- M. le MAIRE de CONCARNEAU

- C.M.B. Alimentaire - CONCARNEAU

